Bujumbura dénonce les sanctions prises par Obama

Voice of America, 24.11.2015 Dans une interview à VOA Afrique, le porte-parole du président Pierre Nkurunziza, Willy Nyamitwe dénonce la "campagne de médisance et de calomnie" que son gouvernement considère être derrière les sanctions contre de hauts responsables burundais. Willy Nyamitwe affirme que son gouvernement "n'est affecté en aucun cas" par les sanctions annoncées lundi par le président Barack Obama contre quatre personnalités burundaises.

"Ce qui nous dérange le plus, c'est la campagne de médisance et de calomnie qui est orchestrée par des personnes dont certaines se trouvent d'ailleurs dans le cabinet Obama", soutient M. Nyamitwe. Selon l'annonce faite lundi par la Maison Blanche, ces sanctions touchent deux personnalités du régime à Bujumbura ainsi que deux responsables d'un coup d'Etat militaire avorté en mai et qui visait à renverser le président Pierre Nkurunziza. Nyamitwe parle d'une supercherie. "Ceux qui sont derrière le putsch, ceux qui sont derrière les assassinats au Burundi sont connus, certains sont des protégés du cabinet d'Obama, des protégés de Samantha Power", argumente-t-il. Il évoque ici le cas de Sinduhije qui est, selon lui, la tête d'une milice au Burundi. Sa milice "est en train de tuer au quotidien au Burundi mais comme les gens qui le protègent se trouvent au cœur même du cabinet Obama, cette personne-là ne pourra pas être touchée", se plaint M. Nyamitwe. Le porte-parole de M. Nkurunziza rappelle qu'Alexis Sinduhije a été maintes fois cité dans des rapports des Nations unies parmi "les auteurs de troubles à l'intérieur de la République démocratique du Congo". M. Nyamitwe estime que l'on ne peut pas parler de sanctions contre des putschistes qui sont arrivés et en train d'être jugés par le gouvernement. Tout comme ceux qui ont "disparu" affirme-t-il, faisant allusion au chef de file des putschistes Godefroid Niyombare. Un peu plus tôt lundi avant l'annonce des sanctions par Washington, le gouvernement du Burundi avait interdit les activités d'une dizaine d'ONG. Cette dernière mesure de Bujumbura contre des ONG de défense des droits était-elle pas une confirmation des brimades des autorités ? A cette question, M. Nyamitwe estime que son gouvernement n'a pas d'ordre à recevoir quand il s'agit de protéger la sécurité de son peuple. Il met en évidence la situation du Burundi et les mesures de sécurité que les autorités françaises prennent depuis les attaques de Paris soulignant que "personne ne s'oppose quand il s'agit de la France".